

L'an deux mille dix-sept, le jeudi quatorze décembre, à dix-neuf heures trente, les membres du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Lisieux Normandie se sont réunis, en la Salle Canada au Parc des Expositions de Lisieux sur convocation de Monsieur François AUBEY, Président, envoyée le 8 décembre deux mille dix-sept et affichée au siège de la Communauté d'Agglomération à compter du même jour.

Membres en exercice : 136

Présents :

MME AGIS MARIE-JEANNE, MME ANGEE FRANCINE, M. ANNE CHRISTIAN, MME ASSIRE MARTINE, M. AUBEY FRANÇOIS, M. AUBRIL BERNARD, MME BACQ DE-PAEPE CHRISTELLE, M. BARON-LEROY JACKY, M. BAUCHET ROLAND, M. BEAUDOIN GERARD, M. BEAUJAN PATRICK, M. BEAUVISAGE JEAN-CLAUDE, M. BENARD JEAN-CLAUDE, MME BENOIST JOCELYNE, MME BEROUNSKY MICHELE, M. BESCOND DANIEL, MME BISSON ELISABETH, M. BOISNARD ERIC, M. BRIARD JOHNNY, M. BROISIN-DOUTAZ BERNARD, M. BUHOT PATRICK, M. CHAMPION BERNARD, M. CHARBONNEAU BENOIT, MME CHARBONNIER MAGGY, M. COOL ETIENNE, M. DE BOEVER ANTOINE, M. DE LA CROUEE DANIEL, M. DE MENEVAL CHRISTIAN, M. DECOURTY CHRISTIAN, M. DELOZIER JOËL, M. DESFORGES PHILIPPE, M. DESMONTS JEAN-LOUIS, M. DIVERT JEAN FRANCOIS, M. DORIO BERNARD, MME DROUET MIREILLE, M. DUBOIS DENIS, M. DUTOT ALAIN, M. GALLIER JEAN-PIERRE, MME GARMOND MARIELLE, M. GASNIER BERNARD, M. GILAS FRANÇOIS, MME GIRARDIN EVELYNE, M. GODEREAUX GILBERT, M. GOUJON DENIS, MME GRENON HUGUETTE, M. GUILLEMOT PHILIPPE, M. GUILLOT ALAIN, MME HAMELIN BRIGITTE, M. HÉNOUILLE GERARD, MME HENRY PATRICIA, MME HOULLEMARE SYLVAIN, M. JAMBU YVES, M. JAMES MARCEL, M. JULIEN MICHEL, M. LACOUR CLAUDE, M. LAUNAY GERARD, MME LE BARBIER EVELYNE, M. LEMARCHAND XAVIER, MME LEROY ISABELLE, M. LOUIS GERARD, MME MACREZ EVELINE, M. MAILLE ANTOINE, MME MALHERBE COLETTE, M. MARIE ALAIN, M. MARIE JACKY, M. MARIE SERGE, M. MAUDUIT DIDIER, M. MESLON PHILIPPE, M. MIGNOT ALAIN, M. MOREL EMMANUEL, M. MORIN JEAN-MARIE, M. MOUNIER PIERRE, M. NOYEAU DENIS, M. PELLERIN DIDIER, MME PETIT ALEXANDRA, M. PERTHUIS JEAN-PIERRE, M. PITARD MICHEL, M. PITARD-BOUET HUBERT, M. POUTEAU DENIS, MME POYNARD ARIANE, M. RATEL PHILIPPE, MME RAYNAUD ISABELLE, MME REQUIER CLAUDINE, MME RESSENCOURT MICHELE, M. SALLES JEAN-PAUL, MME SADY CATHERINE, M. SAINT MARTIN JEAN-PAUL, M. SERVY JEAN-LOUIS, M. SOETAERT PHILIPPE, M. SOULBIEU JEAN PAUL, M. TARGAT DANY, M. TERRIER PASCAL, M. THILLAYE EMMANUEL, M. TOUGARD SERGE, M. VACHER PHILIPPE, M. VACQUEREL GERARD, MME VERSAVEL LEA, M. VIGAN PHILIPPE, M. VREL JOËL, MME WASSNER GENEVIEVE, M. YONNET RENE.

Excusés : MME DUTOT DEBORAH (pouvoir à M. DUTOT ALAIN) ; M. DAUFRESNE GILBERT ; M. CAFFIAUX LAURENT ; M. LEPAGE ROGER (pouvoir à MME WASSNER GENEVIEVE) ; M. BRETTEVILLE MICHEL (pouvoir à M. POUTEAU DENIS) ; M. BALLOT SYLVAIN (pouvoir à M. NOYEAU DENIS) ; M. JEHANNE DANIEL (pouvoir à M. DECOURTY CHRISTIAN) ; MME ANNOOT CHRISTINE (pouvoir à M. THILLAYE EMMANUEL) ; MME BRETON FRANCOISE (pouvoir à MME POYNARD ARIANE) ; M. GALLET JEAN-PIERRE (pouvoir à M. GODEREAUX GILBERT) ; MME JOUVIN NOËLLE (pouvoir à M. SALLES JEAN-PAUL) ; MME LAMIDEY JOSETTE (pouvoir à M. MARIE SERGE) ; M. LE CHEVALIER WENCESLAS (pouvoir à MME RAYNAUD ISABELLE) ; M. MERCIER PAUL (pouvoir à M. AUBRIL BERNARD) ;

M. RETOUR SERGE (pouvoir à M. DE LA CROUEE DANIEL) ; M. BLIN FRANÇOIS ; M. CORU MICHEL (pouvoir à M. BAUCHET ROLAND) ; MME ERNOULT STEPHANIE (pouvoir à M. SOETAERT PHILIPPE) ; M. LALLIER DIDIER (pouvoir à M. GUILLEMOT PHILIPPE) ; MME STALMANS MARIE-THERESE (pouvoir à M. DORIO BERNARD) ; M. GALLET PASCAL ; M. MASTROTOTARO HUBERT (pouvoir à M. LEBOUCHER BRUNO) ; M. PIETTE JEAN-LOUIS (pouvoir à MME REQUIER CLAUDINE) ; M. RIGUIDEL JEAN-CLAUDE (pouvoir à MME PETIT ALEXANDRA) ; M. DAIGREMONT MICHEL (pouvoir à MME VERSAVEL LEA) ; M. DESCHAMPS CHARLES (pouvoir à M. MARIE JACKY) ; MME DORLEANS CHRISTIANE (pouvoir à M. MARIE ALAIN) ; MME MAYMAUD VERONIQUE (pouvoir à M. PITARD-BOUET HUBERT) ; M. ROUGET DANIEL, (pouvoir à M. LACOUR CLAUDE) ; M. AUNAY MARC (pouvoir à M. MOUNIER PIERRE) ; MME FROMAGE FRANÇOISE (pouvoir à M. GOUJON DENIS) ; MME LECOURT CORINNE (pouvoir à M. BUHOT PATRICK).

Secrétaire de séance : M. BENARD JEAN-CLAUDE

**AMENAGEMENT DE L'ESPACE – PLUI DE L'EX TERRITOIRE DE LINTERCOM LISIEUX PAYS D'AUGE-
REVISION ALLEE – ARRET ET BILAN DE LA CONCERTATION**

Rapporteur : Mme Isabelle LEROY

Par délibération en date du 21 décembre 2016, le Conseil Communautaire de Lintercom a approuvé un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) valant Programme Local de l'Habitat (PLH) à l'échelle de ses 33 communes.

Par délibération du 9 novembre, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Lisieux Normandie a approuvé une première modification simplifiée du PLUi de Lintercom.

Par délibération en date du 28 septembre 2017, le Conseil Communautaire a décidé de prescrire une révision allégée du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) de Lintercom.

En prescrivant une révision allégée du PLUi de Lintercom, le Conseil Communautaire a souhaité poursuivre les objectifs suivant :

- adapter la règle de retrait le long de la RD 613 sur les secteurs d'entrée de ville des Hauts de Glos et de la zone d'activité de Saint-Désir ;
- adapter les règlements graphique et littéral pour permettre le développement du camping du Colombier sur la commune de Moyaux.

Ces deux adaptations, qui ne portent pas atteinte aux orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables, relèvent de la procédure de révision dite allégée en application de l'article L153-34 du Code de l'Urbanisme qui dispose que :

« Lorsque la révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou est de nature à induire de graves risques de nuisance, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durables, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune, et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9. Le maire de la ou des communes intéressées par la révision est invité à participer à cet examen conjoint. »

En application des articles L153-14 et L103-6 du Code de l'Urbanisme, le Conseil Communautaire doit arrêter le projet de révision « allégée » du PLUi ainsi que le bilan de la concertation dont a fait l'objet ledit projet.

Bilan de la concertation :

Conformément à ce qui a été défini par la délibération de prescription, les modalités de concertation suivantes ont été mises en place :

- Information de la prescription de la procédure par voie d'affichage (affichage au siège de la Communauté d'Agglomération, dans les communes concernées et parution dans la presse) et sur le site internet de la Communauté d'Agglomération ;
- Information régulière de l'avancée de la procédure sur le site internet de la Communauté d'Agglomération (www.lisieux-normandie.fr) ;
- Mise à disposition à la Communauté d'Agglomération et dans les mairies des communes concernées d'un registre afin de recueillir les observations du public.

Dans le cadre de la mise à disposition des registres aucune observation n'a été consignée.

Ceci exposé,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L153-14 et suivants et R153-3 et suivants

VU la délibération du Conseil Communautaire en date du 28 septembre 2017 prescrivant la révision allégée n°1 du PLUi de Lintercom ;

VU le projet de révision allégée du PLUi joint à la présente délibération ;

VU le bilan de concertation exposé ci-dessus ;

CONSIDERANT que les objectifs inscrits dans la délibération de prescription de son PLUi ont été respectés ;

CONSIDERANT que dans le cadre de la procédure d'examen au cas par cas, et suite à la saisine de l'Autorité Environnementale le dossier n'est pas soumis à évaluation environnementale ;

CONSIDERANT que le projet de PLUi a été mis à disposition au préalable des conseillers communautaires par consultation au Service Aménagement de l'Espace de la Communauté d'Agglomération ;

CONSIDERANT que ce projet est prêt à être soumis pour avis aux personnes publiques associées et communes concernées et qu'il fera l'objet d'un examen conjoint dont le compte-rendu sera joint au dossier d'enquête publique ;

SA Commission Aménagement de l'Espace entendue ;

DECIDE d'arrêter le bilan de la concertation ;

DECIDE d'arrêter le projet de révision allégée n°1 du PLUi de Lintercom tel qu'il est annexé à la présente délibération ;

PRECISE que ce projet sera communiqué pour avis :

- aux communes concernées ;
- aux personnes publiques associées à son élaboration mentionnées aux articles L132-7 et L132-9 et au Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement prévu à l'article L364-1 du code de la construction ;
- à l'Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO) et au Centre National de la Propriété Forestière ;
- à la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) prévue à l'article L112-1-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime.

Et à leur demande :

- aux communes limitrophes ;
- aux établissements publics de coopération intercommunale directement intéressés.

CHARGE Monsieur le Président d'organiser l'enquête publique conformément aux articles L153-19 et R153-8 du Code de l'Urbanisme.

La délibération soumise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

014-200069532-20171222-2017-213-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 22/12/2017

Pour extrait conforme,

Le Président,



François AUBEY

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité.

La présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de la Communauté d'Agglomération et dans les mairies des communes concernées durant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

La présente délibération sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.